Doubs : finances du département

Département · 25 · 562 072 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Doubs affichait un encours de dette de 270,3 M€, soit 481 € par habitant, une épargne brute égale à 8,7 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 5,3 ans.

Dette par habitant
481 €
270,3 M€ au total

Capacité de désendettement
5,3 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
8,7 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
958 € / hab.
538,4 M€ au total

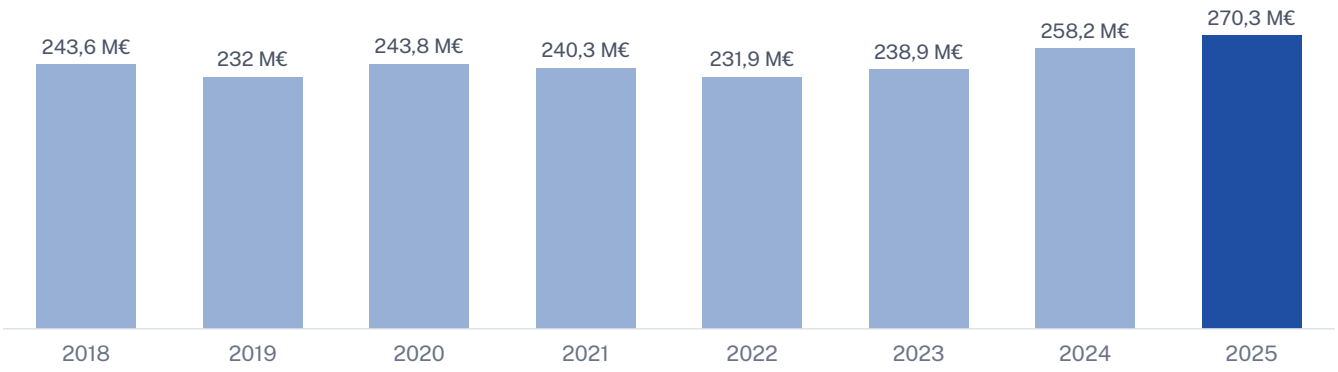
Les comptes du département en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 97 départements dont les comptes sont publiés (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	958 €	parmi le quart des départements où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	23,5 %	225 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des départements.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	8,7 %	92 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des départements.
Est-elle endettée ?	481 €	un peu en dessous de la moitié des départements.
Investit-elle ?	80 €	parmi le quart des départements où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	51 €	un peu en dessous de la moitié des départements.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 243,6 M€ en 2018 à 270,3 M€ en 2025 (+11 %). Valeur la plus basse : 231,9 M€ en 2022.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	243,6 M€	11,2 %	4,4 ans	40,9 M€
2019	232 M€	13 %	3,5 ans	53,7 M€
2020	243,8 M€	10,6 %	4,4 ans	51,9 M€
2021	240,3 M€	14,4 %	3,1 ans	62,2 M€
2022	231,9 M€	13,6 %	3 ans	59 M€
2023	238,9 M€	9,4 %	4,5 ans	67,1 M€
2024	258,2 M€	6,9 %	6,5 ans	64,9 M€
2025	270,3 M€	8,7 %	5,3 ans	45,1 M€

La dette de toutes les collectivités du département

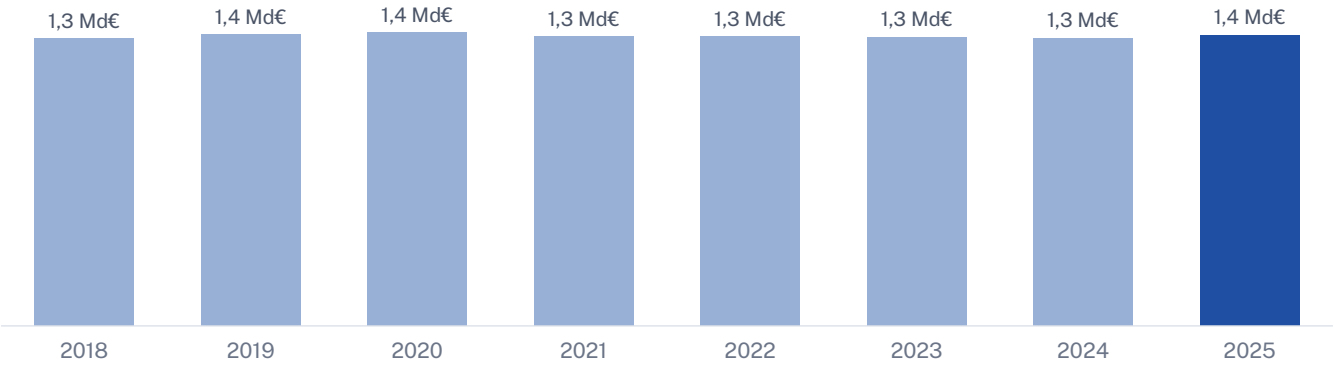
Communes, intercommunalités, département et syndicats du territoire, exercices 2018 à 2025 ; la dette de la région n'est pas répartie entre ses départements.

Dette fin 2025
1,4 Md€
toutes les collectivités comptées

Par habitant
2 411 €
561 712 habitants

Depuis fin 2018
+1,2 %
16,1 M€ de plus

Encours de dette au 31 décembre, 2018-2025



Niveau	2018	2025	Évolution	Part 2025	Par habitant
Communes	537,1 M€	472 M€	-12,1 %	34,8 %	840 €
Intercommunalités	401,4 M€	437,1 M€	+8,9 %	32,3 %	778 €
Départements	243,6 M€	270,3 M€	+11 %	20 %	481 €
Syndicats	156,3 M€	175,2 M€	+12,1 %	12,9 %	312 €
Total	**1,3 Md€**	**1,4 Md€**	**+1,2 %**	**100 %**	**2 411 €**

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'OFGL (data.ofgl.fr) sous Licence Ouverte 2.0, encours au 31 décembre de chaque exercice. Chaque collectivité n'est comptée qu'une fois (la Ville de Paris au niveau communal, la Métropole de Lyon au niveau intercommunal) ; la dette d'une intercommunalité est répartie entre départements et régions selon la population de ses communes membres ; un syndicat est rattaché au département de son siège. Les établissements publics locaux hors syndicats ne sont pas comptés. Données du 30/10/2026.

Qui vit ici

Indicateur	Doubs	Comparaison
Habitants (2023)	547 163	+3 % depuis 2012
65 ans ou plus (2023)	20,8 %	France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	4,7 pour 100 habitants	
Salariés du secteur privé (2025)	137 588	+1,4 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	48 352	−13,5 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	100,4	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

230 120 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; le territoire compte 217 780 emplois, soit 93 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1,6 %	1,3 %	1,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	5,7 %	6,6 %	6,2 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	14,8 %	20,1 %	15,3 %
Professions intermédiaires	26,4 %	26,4 %	26,3 %
Employés	24,8 %	26,1 %	26 %
Ouvriers	26,7 %	19,5 %	24,4 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bourgogne-Franche-Comté

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	24 470	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	20 750	1,8 %
Agents de service des établissements de santé	18 070	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	17 970	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	16 500	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	16 380	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	16 360	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	15 190	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	14 250	1,2 %
Assistants maternels agréés	13 370	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 270	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 930	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Doubs (25)) : 15 035 au moins, dont 46,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 024	86,8 %
Agents d'entretien de locaux	1 004	58,8 %
Aides-soignants	725	58,3 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	545	47,7 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	483	11,8 %
Personnels de ménage chez des particuliers	398	78,4 %
Employés de libre service	371	25,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Artistes (musique, danse, spectacles)	361	3 %
Infirmiers et sages-femmes	361	42,1 %
Serveurs de cafés restaurants	360	55 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Doubs
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	20 M€ pour 18 projets
Part du coût des projets payée par l'État	17,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	24 k€ pour 2 aides

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSID	Construction d'un collège innovant à Bethencourt	2 000 000 €
2024	DSID	Restructuration et extension du college Henri Fertet a Sancey	1 898 000 €
2025	DSID	Restructuration et extension du college Henri Fertet de Sancey	1 108 168 €
2025	DSID	Conversion energetique de la Saline Royale d'Arc et Senans	690 000 €
2023	DSID	Construction d'un gymnase pour le Collège Charles Masson à Blamont	560 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Marchés publics (2021 à 2025)

Indicateur	Communes du département	Médiane des communes
Marchés attribués avec une seule offre	24,8 %	20 %
Marchés d'au moins 40 000 € HT passés sans mise en concurrence	2,7 %	0 %
Entreprises titulaires aujourd'hui fermées	4 %	0 %

Marchés publiés de 2021 à 2025 (données essentielles de la commande publique consolidées, data.gouv.fr) et répertoire Sirene du 01/11/2026. Repères à comprendre, pas des irrégularités.

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.